

Des revues et des femmes

Laurence Rosier

L'histoire du combat des femmes est attachée à l'histoire de l'évolution des moyens matériels de diffusion des théorisations, pensées et avancées scientifiques en matière de féminisme.

Ainsi, aujourd'hui, on parle d'une quatrième vague du féminisme qui est intimement liée au web 2.0 et plus particulièrement à l'usage militant des réseaux sociaux. Cette vague va de pair avec un élargissement du public touché par le féminisme (et, effet collatéral, une visibilité de discours jusque-là réservés aux concerné-e-s et donc une démultiplication du discours d'opposition sous des formes virulentes et violentes), des thématiques spécifiques dans un premier temps (dénonciation du harcèlement, du sexisme et de la misogynie via et sur la toile) et des modes d'expression de contrediscours numériques. La *dedipix* est un exemple de ces nouveaux modes : conçue au départ comme une dédicace par l'image de soi augmentée d'une inscription, postée sur le Net, c'est devenu, entre autres, un moyen sémiologique et discursif pour dénoncer par les victimes elles-mêmes, les propos que leur ont tenus les harceleurs et les violeurs.

Les modes de réflexion, d'action et de diffusion sont intimement dépendants des médiaphères et le militantisme,

au-delà d'ailleurs du féminisme, se caractérisent justement par l'appropriation et/ou le détournement des moyens technologiques au service d'une cause.

Dès la naissance des mouvements féministes organisés à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, on a vu des formes médiatiques multiples comme des prospectus, des brochures, des tracts, des pétitions, des pamphlets, servir la diffusion des revendications des femmes en matière d'égalité des droits et de critique sociale, médias élaborés par les femmes et pour les femmes.

La parution du prospectus *La Femme libre*, considéré comme le premier journal féministe, date de 1832. Il était rédigé et publié uniquement par des femmes. Suivirent de nombreuses initiatives dans la même veine : la presse était ainsi mise au service des avancées sociétales.

La deuxième moitié du XX^e siècle verra progressivement surgir des canaux de recherche et de diffusion par le monde universitaire, parallèlement à l'accès de plus en plus grand des femmes à l'enseignement supérieur, dans ce milieu resté très masculin. Occuper du et le terrain en milieu universitaire est un enjeu scientifique, éducatif et politique : « Pour le mouvement féministe, les

universités sont des lieux d'action, mais aussi de recherche et de réflexion et les travaux des universitaires viennent justifier et soutenir les actions entreprises sur le terrain. Ces universitaires veulent exercer une influence sur l'éducation en transformant les programmes scolaires, primaires et secondaires, ainsi qu'universitaires, améliorer la condition féminine, dans le milieu professionnel comme dans la sphère privée, et, à long terme, faire évoluer les mœurs¹. »

Les recherches féministes se sont donc dotées de revues spécifiques pour se développer, dans des ancrages disciplinaires multiples (littérature, sociologie, histoire, sciences politiques, droit, économie, anthropologie, etc.). Le site Effigies² en liste un nombre impressionnant, au-delà du monde francophone.

Mais les féministes ont aussi toujours continué à développer des modes de diffusion plus alternatifs, tout comme elles ont saisi à bras-le-corps les nouveaux genres numériques tels que les blogs, les chaînes youtube, les comptes Instagram..., en forgeant des mots-dièses rassembleurs (#metoo, #heforshe, #blackhairchallenge, pour n'en citer que quelques-uns). Il y a là une constante : déplacer les frontières des discours légitimes en termes d'énonciateur-trice, de postures, mais aussi de thématiques — je pense à la perspective intersectionnelle, décoloniale.

« Le développement de la blogosphère a complètement modifié les contours de la légitimité, puisqu'aujourd'hui, théoriquement du moins, il suffit de tenir un blog pour dire au monde entier ce qu'on a envie de lui dire. Certes, on le dit en son nom personnel, on sait qu'on ne

représente que soi-même, mais même dans ce cas, on pourrait se poser la question : qui suis-je, moi, pour pouvoir affirmer publiquement ce que j'affirme ? Le seul fait que le contenu du blog soit accessible potentiellement à l'ensemble de la planète est peut-être ce qui fonde cette légitimité individuelle : puisque tout le monde ou presque peut me lire, et donc me contredire, qu'est-ce qui m'empêche de transmettre ce que d'autres peuvent contester³ ? »

Dans les années 1970, en effet, des revues de très grande qualité tiennent cependant à prendre leurs distances avec des universités (et ce faisant avec leur procédure de légitimation institutionnelle), peinant à prendre au sérieux les questions de genre. La création de l'Université des femmes à Bruxelles va également dans ce sens de lieux et donc de discours alternatifs.

La revue belge *Sextant*, lancée en 1992, émet le même souhait : *Sextant* est la première revue à paraître dans une université francophone avec la volonté affirmée de faire entrer dans les connaissances les débats ouverts par le féminisme contemporain (mais aussi ancien), et d'interpeler les sciences humaines et les sciences exactes sur les pratiques sociales de la démarche scientifique à l'intérieur d'une institution qui apparaissait comme les académies être le bastion d'une pensée asexuée dominée par le sexe « dit — à tort — fort⁴ ».

L'actualité des luttes sociales est aussi un credo des milieux féministes universitaires comme en témoigne cet encart sur le site de la revue les *Cahiers du genre* en cet hiver 2019-2020, toujours

1 | Montagutelli M., « Les féministes et l'université américaine », *Revue Lisa/Lisa e-journal*, vol. 11, n° 1, 2004, p. 99-100, <https://bit.ly/3c6ZVvz>.
2 | <https://bit.ly/2w6Pxg8>.

3 | Chaponnière M., Ruault L. et Roux P., « Légitimité du féminisme contemporain », *Nouvelles questions féministes*, 2017/2, vol. 36, p. 6-14, <https://bit.ly/2veZRm2>.
4 | Puissant J., « La revue *Sextant* : l'occasion de faire le point », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 16/2002, p. 51-60, <https://bit.ly/39Xy2xc>.

engagé en France contre les réformes touchant à la retraite : le comité de rédaction des *Cahiers du genre* est en grève depuis le 17 janvier et rejoint les luttes en cours contre la réforme des retraites et contre le projet préfigurant la prochaine loi pluriannuelle de programmation de la recherche (LPPR).

À partir de maintenant et jusqu'à nouvel ordre, le comité n'examinera aucune nouvelle proposition d'article ni de dossier. En effet, la réforme des retraites, la LPPR, ainsi que de nombreuses réformes en cours participent à la destruction d'une université et d'une recherche publiques et ouvertes, fragilisent les missions des revues scientifiques et accentuent les inégalités, en particulier celles de genre, déjà fortes au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Nous appelons celles et ceux qui le peuvent à rejoindre le mouvement et à participer aux caisses de grève.

La parution en 1974 d'un numéro de *La Revue nouvelle* entièrement consacré aux questions féministes et intitulé « La naissance de la femme » se situe sans doute dans la ligne de cette volonté d'articuler une réflexion universitaire à des postures davantage militantes pour une revue qui n'est certes pas de large audience, mais plus étendue qu'une revue scientifique et qui précisément représente un vecteur spécifique de diffusion des idées féministes dans un cadre « inhabituel »... et, qui plus est, d'inspiration catholique.

Les contributions sont majoritairement rédigées par des femmes, un seul article l'est par un homme et un autre émane de la revue elle-même : les femmes qui participent au numéro sont des « peintures » du féminisme, aux premiers fronts des combats modernes. Issues de champs d'étude et d'expertise diffé-

rents (Éliane Boucquey est romaniste, Odette Thibault est biologiste, Françoise Collin philosophe et écrivaine, Hedwege Peemans Pouillet et Éliane Vogel juristes...), elles ont des activités militantes et scientifiques qui les lient et les relie. Les *Cahiers du Grif*, créés par Françoise Collin et Jacqueline Aubenas en 1973, par exemple, les font se rejoindre pour des publications féministes et également pour le numéro de *La Revue nouvelle* en 1974, les affinités électives ou la sororité entretiennent entre elles ou avec d'autres femmes la réflexion sociale, politique et genrée. Mariette Raway est aussi syndicaliste à la CSC de Liège et Marie-Thérèse van Lunen Chenu est la cofondatrice des Femmes et hommes en Église et du centre Genre en christianisme.

Ces mélanges d'approches disciplinaires diversifiées, de positions politiques (et leur articulation comme spécificité du combat féministe) et de parcours (même si on y voit quand même une mise en avant des femmes diplômées, dépassant les « filles et sœurs des hommes cultivés » comme se plaisait à ironiser Virginia Woolf) offrent un numéro remarquable et historique.

Il me semblait de bon ton et d'époque, pour célébrer les septante-cinq ans de la revue, outre de rappeler que le discours féministe passait aussi par ici, d'insister sur l'imbrication originale qu'elle propose, entre discours scientifique accessible, politique et militant. « Les femmes qui écrivent vivent dangereusement », ont écrit Laure Adler et Stefan Bollmann. L'ouvrage était certes avant tout consacré aux femmes de lettres et écrivaines et à leurs luttes sociales et intérieures pour pouvoir s'exprimer librement par la plume (on dirait par le clavier aujourd'hui). Mais au-delà, écrire dans la diversité des genres et des supports, des chroniques, des articles,

des éditoriaux, des comptes rendus, poster des prises de position, relayer des indignations et les commenter sur les réseaux sociaux, investir dans l'écriture de combat et d'analyse (les deux perspectives pouvant aller de pair) : la vie dangereuse est celle de l'échange intellectuel, politique, scientifique, militant avec ses controverses, ses polémiques, ses virulences, mais avec, aussi, la volonté de montrer qu'envers et contre tout, la discussion comme échange émancipatoire est possible. Et une revue comme *La Revue nouvelle* permet cette coexistence stimulante, où se rejoignent des personnes d'horizons idéologiques différents, aux parcours originaux.

Les femmes y ont joué un rôle, un peu à la manière des « compagnes de route », nous sommes neuf dans le comité de rédaction aujourd'hui : parmi toutes les formes de militance autour de et avec l'écriture, l'orientation de la politique éditoriale d'une revue est un beau combat... à poursuivre...